

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1292

[2009/201570]

**12 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie);

Vu le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé : "SOWALFIN", notamment l'article 5;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 5, 15, complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 et ratifié par le décret du 12 juillet 2007, et 17 et 18;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 5, § 1<sup>er</sup>, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 19, complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 et ratifié par le décret du 12 juillet 2007, et 21 à 23;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment les articles 1<sup>er</sup>, complété par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 12 décembre 2008, 6, 1<sup>o</sup>, a, 2<sup>o</sup>, a, 7, alinéa 2, 10, 12, 14 complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 et ratifié par le décret du 12 juillet 2007 et 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant une prime aux entreprises qui réalisent des investissements amenant un développement du transport par voies navigables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant un subside au développement de services réguliers de transports de conteneurs par voies navigables en Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant une prime pour l'adaptation technique de la flotte de navigation intérieure wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2005 portant diverses mesures relatives au transport combiné en exécution de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises;

Considérant la Communication de la Commission européenne du 17 janvier 2006 sur la promotion du transport par voies navigables "NAIADES - Un programme d'action européen intégré pour le transport par voies navigables";

Considérant que le Gouvernement wallon lorsqu'il détermine de manière générale les conditions réglementaires visées à l'article 4, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement wallon des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation efficiente des deniers publics;

Considérant que le Gouvernement wallon, lorsqu'il insère à l'article 2 du présent arrêté, la définition du transport combiné telle que figurant dans la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres répond à la condition énoncée par la Commission européenne pour accorder le bénéfice des aides au transport combiné;

Qu'en effet, l'insertion de cette définition fait suite à la demande expresse de la Commission européenne pour qui la définition du transport combiné doit correspondre exactement à la définition de l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 précitée;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 26 novembre 2008, sur le régime d'aides N 352/2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 12 mars et 16 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.841/2, donné le 11 février 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "décret grandes entreprises" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

2<sup>o</sup> "décret petites ou moyennes entreprises" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

3<sup>o</sup> "décret" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

4<sup>o</sup> "Ministre" : le Ministre de l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions;

5<sup>o</sup> "entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret;

6<sup>o</sup> "grande entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret;

7° "moyenne entreprise": l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.1. de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), et à l'exclusion de la petite entreprise visée au point 8°;

8° "petite entreprise": l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.2. de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité dont fait partie la très petite entreprise mieux identifiée à l'article 2.3. de ladite annexe;

9° "administration": la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

#### CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup> Conformément à l'article 2 du décret, le Ministre peut octroyer des incitants à l'entreprise qui réalise un programme d'investissements mettant en œuvre une politique de protection de l'environnement et d'utilisation durable de l'énergie par le développement du transport de marchandises par voies navigables et par chemin de fer, en ce compris le transport combiné, tels que déterminés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 6°, ou qui met en œuvre des actions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7° et 8°.

§ 2. Les incitants sont :

1° la prime à l'investissement pour le développement du transport de marchandises par voies navigables et par chemin de fer, en ce compris le transport combiné, pour les investissements visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 3°, ci-après dénommée : "prime au mode de transport alternatif";

2° la prime à l'investissement pour l'adaptation technique de la flotte wallonne de navigation intérieure pour les investissements visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4° à 6°, ci-après dénommée "prime à l'adaptation technique";

3° la prime aux services réguliers de transport de conteneurs par voies navigables pour les coûts d'exploitation visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7°, ci-après dénommée "prime au transport fluvial de conteneurs";

4° pour la petite entreprise ou la moyenne entreprise, la prime en vue de la réalisation d'études visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8°, ci-après dénommée : "prime aux services de conseil";

5° l'exonération du précompte immobilier visée à l'article 23, ci-après dénommée : "exonération du précompte immobilier";

6° la garantie de la Région visée à l'article 24, ci-après dénommée : "garantie".

§ 3. L'entreprise ne peut cumuler le bénéfice des incitants visés au § 2 portant sur des investissements ou sur des dépenses tels que visés à l'article 3, avec d'autres aides obtenues en vertu d'autres législations ou réglementations en vigueur en ce compris celles provenant des fonds structurels européens.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Sont considérés comme programmes d'investissements mettant en œuvre une politique de développement du transport de marchandises par voies navigables et par chemin de fer, en ce compris le transport combiné au sens des articles 5, § 2, du décret grandes entreprises et du décret petites ou moyennes entreprises, les investissements ou les dépenses liées aux transports de marchandises entre Etats membres pour lesquels le camion, la remorque, la semi-remorque, avec ou sans tracteur, la caisse mobile ou le conteneur de 20 pieds et plus utilisent la route pour la partie initiale ou terminale du trajet et, pour l'autre partie, le chemin de fer ou une voie navigable, ou un parcours maritime lorsque celui-ci excède 100 kilomètres à vol d'oiseau, et effectuent le trajet initial ou terminal routier :

1° soit entre le point de chargement de la marchandise et la gare ferroviaire d'embarquement appropriée la plus proche pour le trajet initial et entre la gare ferroviaire de débarquement appropriée la plus proche et le point de déchargement de la marchandise pour le trajet terminal;

2° soit dans un rayon n'excédant pas 150 kilomètres à vol d'oiseau à partir du port fluvial ou maritime d'embarquement ou de débarquement.

Ces investissements et dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont relatifs :

1° à l'acquisition des terrains nécessaires au transbordement et à la circulation des véhicules directement liés à cette activité;

2° aux aménagements d'infrastructures et d'installations nécessaires au transbordement intermodal ou de vrac;

3° aux équipements de transbordement et aux systèmes de chargement et de déchargement intermodaux ou de vrac qui sont spécifiquement construits pour le transport de marchandises par voies navigables et par chemin de fer, en ce compris le transport combiné, à l'exclusion des camions;

4° à l'adaptation technique de la flotte wallonne de navigation intérieure ou à l'acquisition de matériel à l'état neuf destiné à la modernisation de celle-ci, en ce compris les frais accessoires;

5° à l'acquisition d'un bateau de navigation intérieure d'occasion dans le cadre d'une première installation telle que définie à l'article 10, § 3, de l'arrêté du 6 mai 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, équipé ou à équiper dans les six mois qui suivent l'acquisition d'un moteur de propulsion répondant aux normes de pollution en vigueur pour la navigation rhénane telles que définies par la Commission centrale pour la Navigation du Rhin;

6° à l'acquisition, à l'état neuf, de matériels et logiciels informatiques ou de télécommunication équipant la flotte wallonne de navigation intérieure;

7° aux coûts d'exploitation de services réguliers de transport de conteneurs, qu'ils soient vides ou remplis, par voies navigables, à partir d'un terminal relié à la voie d'eau situé en Wallonie;

8° à la réalisation d'études de faisabilité portant sur les aspects commerciaux, organisationnels et financiers du passage au transport combiné.

Pour les investissements et les dépenses visés aux points 1° à 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise doit s'engager à mettre en œuvre et à conserver un trafic nouveau ou supplémentaire par rapport au trafic existant et ce, pendant quatre années à l'issue de l'année qui suit la réalisation des investissements.

§ 2. Les investissements visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 3°, constituent un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique "immobilisés" et s'élevant au minimum à 25.000 euros.

Les investissements visés au § 1<sup>er</sup>, 4° à 6°, doivent s'élever à un minimum de 12.500 euros.

Les investissements visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne comprennent pas les investissements suivants :

1° le matériel ou mobilier d'occasion sauf si celui-ci fait partie d'investissements visés au § 1<sup>er</sup>, 5°;

2° le matériel reconditionné;

3° le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration;

- 4° les pièces de rechange;
- 5° les investissements destinés à la location;
- 6° les investissements de remplacement.

**Art. 4.** L'entreprise qui sollicite le bénéfice des incitants remplit les conditions suivantes :

1° assurer un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, du traité instituant la Communauté européenne;

2° ne pas être une entreprise en difficulté :

a) pour la petite entreprise ou la moyenne entreprise, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, point 7, du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie);

b) pour la grande entreprise, au sens des points 9 à 12 des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

Le responsable de l'entreprise communique à l'administration une déclaration sur l'honneur de laquelle il ressort que l'entreprise respecte les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

L'entreprise peut, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation.

Le Ministre peut, dans le respect des dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, préciser la méthodologie de vérification par l'administration de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. Il peut également adapter la définition d'entreprise en difficulté à l'évolution du droit européen.

**Art. 5.** Le montant global de la prime au mode de transport alternatif octroyé à l'entreprise qui réalise les investissements admis visés à l'article 3, alinéa 2, 1° à 3°, et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements s'élève s'il s'agit d'une petite entreprise ou d'une moyenne entreprise à maximum 30 % du montant des investissements ou s'il s'agit d'une grande entreprise à maximum 20 % du montant des investissements.

**Art. 6.** Le montant de la prime à l'adaptation technique s'élève à 30 % du montant des investissements visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4° à 6°, et ne peut dépasser, conformément au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*, 200.000 euros par entreprise sur une période de trois exercices fiscaux.

**Art. 7.** La prime au transport fluvial de conteneurs dont les dépenses sont déterminés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7°, est accordée par service régulier de transport combiné fluvial à dater du premier jour du semestre au cours duquel le dossier de demande de prime au transport fluvial de conteneurs a été introduit et s'élève, s'il s'agit d'une petite entreprise ou d'une moyenne entreprises, à maximum 30 % des coûts d'exploitation des services, ou s'il s'agit d'une grande entreprise à maximum 20 % des coûts d'exploitation des services.

La prime au transport fluvial de conteneurs se calcule comme suit :

- 1° 12 euros par conteneur de 20 pieds;
- 2° 18 euros par conteneur de 30 pieds;
- 3° 24 euros par conteneur de 40 pieds;
- 4° 27 euros par conteneur de 45 pieds.

Les coûts d'exploitation des services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, comprennent notamment les coûts contractuels pour la location ou l'exploitation en compte propre d'une ou de plusieurs allèges, les droits de navigation, les droits de port, les frais de transbordement, le tout dans le cadre du ou des schémas de navigation prévus par le ou les services réguliers de transport combinés fluviaux.

En cas de mise en œuvre d'un nouveau service régulier de transport fluvial de conteneurs, la prime au transport fluvial de conteneurs ne peut être accordée pour des conteneurs dont le transport était auparavant effectué via une navette fluviale de conteneurs existante, au départ d'un terminal situé en Wallonie.

**Art. 8.** Conformément au Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), *J.O.U.E.*, L 214/3 du 9 août 2008, le montant de la prime aux services de conseil dont les dépenses sont déterminés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8°, est fixée conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret petites ou moyennes entreprises.

Le montant maximum des honoraires pris en considération s'élève à 620 euros par jour, hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais de déplacement éventuels du conseil sont à charge de la petite ou de la moyenne entreprise.

La petite entreprise ou la moyenne entreprise choisit le conseil auquel elle souhaite faire appel au sein d'une liste reprenant les conseils agréés par la Commission créée en vertu de l'article 9, § 2, du décret petites ou moyennes entreprises.

### CHAPITRE 3. — Procédure d'octroi

#### Section 1<sup>re</sup>. — De la prime au mode de transport alternatif et de la prime à l'adaptation technique

**Art. 9.** L'entreprise introduit auprès de l'administration, dans un délai de trois mois à dater de la première facture, un dossier de demande de prime au mode de transport alternatif ou de demande de prime à l'adaptation technique.

L'administration accuse réception de celle-ci dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de la première facture.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise, accepter des factures enregistrées avant le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre détermine les cas où l'administration peut dispenser l'entreprise de transmettre les données nécessaires à l'examen du dossier de demande de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique.

**Art. 10.** L'administration peut adresser à l'entreprise, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants lui accordant un délai d'un mois afin de compléter son dossier.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, une lettre recommandée lui est adressée lui octroyant un nouveau délai d'un mois. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire

délégué prend une décision de refus de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 4, 2°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. Cette décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents.

Si l'entreprise ne produit pas dans un délai de vingt quatre mois prenant cours à dater de la décision de suspension visée à l'alinéa 3, une nouvelle situation financière répondant aux caractéristiques définies à l'alinéa 3, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 11.** Avant toute décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique et sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut accepter des investissements complémentaires au programme d'investissements ou autoriser une modification du programme d'investissements admis.

**Art. 12.** Les programmes d'investissements visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 6°, sont réalisés dans un délai de deux ans prenant cours à dater de la réception du dossier visé à l'article 9.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise, augmenter le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 13.** Dans les quatre mois qui suivent, selon le cas, la réception du dossier visé à l'article 9, des renseignements manquants visés à l'article 10, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 10, alinéa 3, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique. Celle-ci est notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

La décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique est accompagnée, le cas échéant, d'une annexe qui comprend notamment :

- 1° la date de début du programme d'investissements qui correspond à la date de la première facture;
- 2° l'échéance de réalisation du programme d'investissements;
- 3° les dispositions relatives à la liquidation de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique;

4° dans le cas de la prime au mode de transport alternatif, soit le tonnage supplémentaire ou nouveau qui sera réalisé par voies navigables ou par chemin de fer, soit le nombre de transbordements d'unités intermodales supplémentaires ou nouvelles vers la voie d'eau ou le rail, ainsi que leur durée de maintien.

**Art. 14.** L'entreprise introduit, au plus tard trois ans à dater de la réception de la décision d'octroi de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique, une demande de liquidation de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique comprenant la preuve de la réalisation et du paiement de l'intégralité du programme d'investissements et la preuve du respect :

- 1° de l'article 10 du décret selon les modalités déterminées par le Ministre;
- 2° de la règle visée à l'article 4, 1°.
- 3° de la condition visée à l'article 4, 2°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique;

A défaut pour l'entreprise d'apporter les preuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux législations et réglementations visées à l'article 10 du décret ainsi qu'à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Passé ces délais, si l'entreprise n'a pas apporté les preuves du respect des législations et réglementations visées à l'article 10 du décret ainsi que de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

L'administration récupère la prime au mode de transport alternatif ou la prime à l'adaptation technique conformément à l'article 18.

**Art. 15.** Sauf cas dûment justifié et à l'exception de la très petite entreprise dont le programme d'investissements visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° à 6° est inférieur ou égal à 500.000 euros, l'entreprise qui réalise moins de 80 % du programme d'investissements perd le bénéfice de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique. Sous réserve de l'application de l'article 17, l'administration récupère la prime au mode de transport alternatif ou la prime à l'adaptation technique conformément à l'article 18.

**Art. 16.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique en cas de non respect des conditions édictées par ou en vertu du décret ainsi qu'en cas de non respect des engagements annexés à la décision d'octroi visée à l'article 13. Sous réserve de l'application de l'article 17, l'administration récupère la prime au mode de transport alternatif ou la prime à l'adaptation technique conformément à l'article 18.

**Art. 17.** Conformément à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique.

**Art. 18.** En cas de retrait de la décision d'octroi de prime au mode de transport alternatif ou de prime à l'adaptation technique, l'administration récupère celles-ci conformément à l'article 15 du décret.

Conformément à l'article 16, alinéa 2, du décret, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut limiter, dans les cas où les faits donnant lieu à récupération ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, la récupération de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une prime au mode de transport alternatif ou d'une prime à l'adaptation technique et le nombre d'années prévu à l'article 12 du

décret sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation du programme d'investissements jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de la décision d'octroi de la prime au mode de transport alternatif ou de la prime à l'adaptation technique.

*Section 2. — De la prime au transport fluvial de conteneurs*

**Art. 19.** L'entreprise qui sollicite le bénéfice de la prime au transport fluvial de conteneurs introduit auprès de l'administration un dossier de demande de cette prime qui couvre une période maximale de deux ans.

Il est accompagné d'un ou de schémas de navigation précis, opérationnels toute l'année dans les deux sens de navigation, prévoyant notamment, l'assurance de l'offre et de l'accès à tous les utilisateurs potentiels sans discrimination, respectant les horaires et fréquences établis et présentant un plan financier exposant les coûts liés à l'exercice de l'activité et la rentabilité escomptée.

L'administration accuse réception du dossier dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de celui-ci. Si le dossier n'est pas complet, l'article 10, alinéa 2, s'applique.

Dans les trois mois de la réception du dossier ou des renseignements manquants visés à l'article 10, alinéa 2, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime au transport fluvial de conteneurs et la transmet à l'administration pour notification à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 20.** Le versement de la prime au transport fluvial de conteneurs est semestriel et subordonné à la demande de l'entreprise, lequel ne peut intervenir que pour autant que l'entreprise respecte les conditions visées à l'article 10 du décret.

A l'exception du premier versement qui correspond à une avance d'un quart du montant de la prime au transport fluvial de conteneurs octroyée, tout versement semestriel de ladite prime est subordonné au contrôle d'un relevé précis des conteneurs ayant été chargés ou déchargés d'une navette fluviale au droit d'un terminal à conteneurs situé en Wallonie. Ce relevé comprend toutes les pièces justificatives prouvant l'exactitude des chiffres avancés, notamment les bordereaux de connaissements.

*Section 3. — De la prime aux services de conseil*

**Art. 21.** La petite ou moyenne entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime aux services de conseil selon un formulaire type disponible auprès de celle-ci.

L'administration accuse réception de celle-ci dans les dix jours ouvrables et fixe la date de prise en considération de la demande. La petite ou moyenne entreprise ne peut recourir aux services de conseil qu'après l'introduction de la demande.

Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime aux services de conseil accompagnée d'une convention déterminant les conditions de réalisation d'une étude par un conseil agréé.

L'administration notifie la décision à la petite ou moyenne entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

L'étude a pour but d'identifier les incidences et l'opportunité d'un passage au transport combiné de tout ou partie des flux de fret que la petite ou moyenne entreprise génère ou générera ainsi que les impacts financiers et l'évaluation des enjeux en termes environnementaux.

A la fin de l'action de conseil, la petite ou moyenne entreprise transmet un rapport à l'administration indiquant les recommandations du conseil agréé ainsi que les perspectives de mise en œuvre de celles-ci.

La prime aux services de conseil est liquidée à la petite ou moyenne entreprise après la transmission de l'étude et du rapport visé à l'alinéa 5 ainsi que des factures acquittées détaillant les prestations effectuées par le conseil agréé.

Toutefois, cette prime n'est pas liquidée si la petite ou moyenne entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a reçues illégales et incompatibles avec le marché commun.

**Art. 22.** Conformément à l'article 20 du décret petites ou moyennes entreprises, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut procéder au retrait de la décision d'octroi de la prime aux services de conseil, notifié à la petite ou moyenne entreprise par l'administration. Celle-ci récupère la prime aux services de conseil conformément à l'article 20 précité.

Conformément à l'article 21 du décret Petites ou Moyennes entreprises, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime aux services de conseil dans les cas prévus à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret Petites ou Moyennes entreprises.

Conformément à l'article 22 du décret petites ou moyennes entreprises, le Ministre peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime aux services de conseil lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

*Section 4. — De l'exonération du précompte immobilier*

**Art. 23.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer à l'entreprise l'exonération du précompte immobilier visée à l'article 8 du décret Grandes entreprises ou à l'article 11 du décret Petites ou Moyennes entreprises.

L'entreprise sollicite le bénéfice de l'exonération de précompte immobilier selon la procédure visée aux articles 9 à 11.

Toute décision d'exonération du précompte immobilier est notifiée à l'administration compétente.

Le Ministre fixe la durée de l'exonération conformément à l'article 8, alinéas 2 et 3, du décret grandes entreprises ou à l'article 11, alinéas 2 et 3, du décret petites ou moyennes entreprises.

En cas de non respect des conditions fixées dans la décision d'octroi et son annexe, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de retrait de l'exonération du précompte immobilier, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi et à l'administration compétente.

L'exonération du précompte immobilier est accordée pour autant que les montants minimum d'investissements visés à l'article 3, § 2, soient atteints.

## Section 5. — De la garantie

**Art. 24.** La garantie peut être octroyée à l'entreprise conformément à l'article 9 du décret grandes entreprises et selon la procédure visée aux articles 23 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ou conformément au décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé : "SOWALFIN".

**Art. 25.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant une prime aux entreprises qui réalisent des investissements amenant un développement du transport par voies navigables;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant un subside au développement de services réguliers de transports de conteneurs par voies navigables en Wallonie;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 octroyant une prime pour l'adaptation technique de la flotte de navigation intérieure wallonne;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2005 portant diverses mesures relatives au transport combiné en exécution de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises.

**Art. 26.** En ce qui concerne la prime au mode de transport alternatif, durant une période de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et par dérogation à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, les factures antérieures au délai fixé par cet alinéa peuvent être prises en considération dans le cadre du présent arrêté pour autant qu'elles soient postérieures au 30 septembre 2007.

**Art. 27.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008, à l'exception des articles 2, § 2, 4<sup>o</sup>, 8, 21 et 22 qui entreront en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2013.

**Art. 28.** Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1292

[2009/201570]

**12. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88-EG Vertrag (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung);

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiefirma der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN", insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere Art. 5, Art. 15, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und ratifiziert durch das Dekret vom 12. Juli 2007, Art. 17 und Art. 18;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Art. 5, § 1, 9, § 1, Absatz 1, Art. 19, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und ratifiziert durch das Dekret vom 12. Juli 2007, und Art. 21 bis 23;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere Art. 1, ergänzt durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 12. Dezember 2008, Art. 6, 1<sup>o</sup>, a, 2<sup>o</sup>, a, Art. 7, Absatz 2, Art. 10, Art. 12, Art. 14, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und ratifiziert durch das Dekret vom 12. Juli 2007 und Art. 16;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die Investitionen tätigen, die zur Förderung des Transports auf den Wasserstraßen führen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung eines Zuschusses für die Entwicklung von regelmäßigen Containertransportdiensten über die schiffbaren Wasserstraßen der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung einer Prämie für die technische Anpassung der Wallonischen Binnenflotte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. August 2005 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich des kombinierten Verkehrs in Ausführung von Artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, a, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und von Artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, a, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe;

In der Erwägung der Mitteilung der Europäischen Kommission vom 17. Januar 2006 über die Förderung des Transports auf den Wasserstraßen "NAIADES - Ein europäisches integriertes Aktionsprogramm für den Transport auf den Wasserstraßen":

In Erwägung der Tatsache, dass die Wallonische Regierung, wenn sie die in Art. 4, 1<sup>o</sup> und 2<sup>o</sup> erwähnten verordnungsmäßigen Bedingungen bestimmt, Ziele verfolgt, die an die Auswirkungen der Investitionsprogramme auf jede der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung gebunden sind;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, einen Mindestbeitrag zur Finanzierung der Programme zu leisten, in der Tat auf das Bestreben, sie in die Verantwortung bei der Umsetzung ihrer Projekte mit einzubeziehen, sowie auf die allgemeinen Grundsätze in Zusammenhang mit dem gleichzeitigen Bezug mehrerer öffentlicher Zuschüsse zurückzuführen ist, und dies für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, eine gesunde Finanzlage aufzuweisen, in der Tat für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung daher erklärt werden kann, dass die Wallonische Regierung Ziele verfolgt, die dem oberen Grundsatz einer zweckmäßigen Benutzung der öffentlichen Gelder unterliegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, wenn sie in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses die Definition des kombinierten Transports, so wie sie in der Richtlinie 92/106/EWG des Rates vom 7. Dezember 1992 über die Festlegung gemeinsamer Regeln für bestimmte Beförderungen im kombinierten Güterverkehr zwischen Mitgliedstaaten steht, einfügt, der von der Europäischen Kommission auferlegten Bedingung zur Gewährung von Beihilfen für den kombinierten Verkehr genügt;

In der Erwägung, dass das Einfügen dieser Definition anschließend an einen ausdrücklichen Antrag der Europäischen Kommission erfolgt, für die die Definition des kombinierten Verkehrs genau dem Wortlaut der in Artikel 1 der vorgenannten Richtlinie 92/106/EWG des Rates vom 7. Dezember 1992 gegebenen Definition entsprechen muss;

Aufgrund der am 26. November 2008 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegelung N 352/2008;

Aufgrund der am 12. März und am 16. Oktober 2007 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. August 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup>, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.841/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1. — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1<sup>o</sup> "Dekret Großbetriebe": das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

2<sup>o</sup> "Dekret Klein- oder Mittelbetriebe": das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

3<sup>o</sup> "Dekret": das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

4<sup>o</sup> "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

5<sup>o</sup> "Betrieb": der Betrieb im Sinne von Artikel 1, § 1 und § 2 des Dekrets;

6<sup>o</sup> "Großbetrieb": der Betrieb im Sinne von Artikel 1, § 2 des Dekrets;

7<sup>o</sup> "Mittelbetrieb": der in Artikel 1, § 1 des Dekrets erwähnte Betrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.1 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88-EG Vertrag (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung) angeführt sind, mit Ausnahme der Kategorie des unter Punkt 8<sup>o</sup> genannten Kleinbetriebs;

8<sup>o</sup> "Kleinbetrieb": der in Artikel 1, § 1 des Dekrets erwähnte Betrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.2. des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 angeführt sind, und zu dem der in Artikel 2.3. des besagten Anhangs genauer identifizierte Kleinstbetrieb gehört;

9<sup>o</sup> "Verwaltung": die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

#### KAPITEL 2. — *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - § 1. Gemäß Artikel 2 des Dekrets kann der Minister Anreize an den Betrieb gewähren, der ein Investitionsprogramm durchführt, das eine Politik zum Schutz der Umwelt und zur nachhaltigen Verwendung der Energie durch die Entwicklung des Gütertransports auf den Wasserstraßen und auf der Schiene, einschließlich des kombinierten Verkehrs, einsetzt, so wie in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 1<sup>o</sup> bis 6<sup>o</sup> bestimmt, oder der in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 7<sup>o</sup> und 8<sup>o</sup> erwähnte Aktionen tätigt.

§ 2. Die Anreize sind:

1<sup>o</sup> die Investitionsprämie für die Entwicklung des Gütertransports auf den Wasserstraßen und auf der Schiene, einschließlich des kombinierten Verkehrs, für die in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 1<sup>o</sup> bis 3<sup>o</sup> erwähnten Investitionen, weiter unten: "Prämie für alternative Transportarten" genannt;

2<sup>o</sup> die Investitionsprämie für die technische Anpassung der wallonischen Binnenschiffahrtsflotte für die in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 4<sup>o</sup> bis 6<sup>o</sup> erwähnten Investitionen, weiter unten "Prämie für die technische Anpassung" genannt;

3<sup>o</sup> die Prämie für die regelmäßigen Containertransportdienste auf den Wasserstraßen für die in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 7<sup>o</sup>, erwähnten Betriebskosten, weiter unten "Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen" genannt;

4<sup>o</sup> für den Klein- oder Mittelbetrieb: die Prämie für die Durchführung von Studien nach Artikel 3, § 1, Absatz 2, 8<sup>o</sup>, nachstehend "Prämie für Beratungsdienste" genannt;

5° die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach Artikel 23, nachstehend "Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug" genannt;

6° die Bürgerschaft der Region nach Artikel 24, nachstehend "Bürgerschaft" genannt.

§ 3. Der Betrieb ist nicht berechtigt, den Anspruch auf die in § 2 erwähnten Anreize bezüglich Investitionen oder Ausgaben nach Artikel 3 mit anderen kraft sonstiger geltender gesetzlicher Bestimmungen oder Regelungen erhaltenen Anreizen, einschließlich derjenigen, die aus den europäischen Strukturfonds stammen, zu kumulieren.

**Art. 3 - § 1.** Gelten als Investitionsprogramme, die eine Politik zur Förderung des Gütertransports auf Wasserstraßen und auf der Schiene, einschließlich des kombinierten Verkehrs im Sinne der Artikel 5, § 2, des Dekrets Großbetriebe und des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe, umsetzen, die Investitionen oder Ausgaben, die mit dem Transport von Gütern zwischen Mitgliedstaaten verbunden sind, für welche der Lastkraftwagen, der Anhänger, der Sattelanhänger, mit oder ohne Zugmaschine, der Wechsellaufbau oder der Container von mindestens 20 Fuß Länge die Straße für die Zu- oder Ablaufstrecke benutzen und für den übrigen Teil die Schiene oder eine Binnenwasserstraße oder den Seeweg, wenn dieser mehr als 100 km in gerader Linie beträgt, wobei der Straßenzu- oder -ablauf erfolgt:

1° entweder - für die Zulaufstrecke - zwischen dem Ort, an dem die Güter geladen werden, und dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof bzw. — für die Ablaufstrecke - zwischen dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof und dem Ort, an dem die Güter entladen werden;

2° oder in einem Umkreis, der 150 km in gerader Linie um den Binnen- bzw. Seehafen, wo die Güter geladen bzw. abgeladen werden, nicht überschreitet

Diese in Absatz 1 erwähnten Investitionen und Ausgaben betreffen:

1° die Anschaffung der Gelände, die für den Güterumschlag und den Verkehr von direkt mit dieser Tätigkeit verbundenen Fahrzeugen nötig sind;

2° die Einrichtung von für den intermodalen Güterumschlag oder den Umschlag von Massengutladungen notwendigen Infrastrukturen und Anlagen;

3° die Güterumschlagausrüstungen und die intermodalen Systeme zum Laden und Abladen oder zum Umschlag von Massengutladungen, die spezifisch für den Transport von Gütern auf den Wasserstraßen und auf der Schiene, einschließlich des kombinierten Verkehrs, mit Ausnahme der Lastkraftwagen gebaut sind;

4° die technische Anpassung der wallonischen Binnenflotte oder den Erwerb von neuem Material, das zu deren Modernisierung bestimmt ist, dies einschließlich der Nebenkosten;

5° den Erwerb eines gebrauchten Binnenschiffes im Rahmen einer ersten Niederlassung nach Artikel 10, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, das mit einem Antriebsmotor, der die geltenden Verschmutzungsnormen für die Rheinschifffahrt einhält, so wie diese von der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt festgelegt worden sind, ausgerüstet ist bzw. innerhalb von sechs Monaten nach dem Erwerb ausgerüstet sein wird;

6° den Erwerb in Neuzustand von Hardware und Software oder von Telekommunikationsmaterial, die/das zur Ausrüstung der wallonische Binnenflotte eingesetzt wird;

7° die Betriebskosten für regelmäßige Transportdienste für leere oder gefüllte Container auf den Wasserstraßen ab einer in der Wallonie liegenden und mit der Wasserstraße verbundenen Umschlaganlage;

8° die Durchführung von Machbarkeitsstudien betreffend die kommerziellen, organisatorischen und finanziellen Aspekte des Übergangs zum kombinierten Verkehr.

Was die unter den Punkten 1° bis 3° von Absatz 1 erwähnten Investitionen und Ausgaben betrifft, muss sich der Betrieb verpflichten, im Verhältnis zum bestehenden Verkehr einen neuen oder zusätzlichen Binnenschiffverkehrsverkehr zu erreichen und zu erhalten, und dies während vier Jahren ab dem Ende des Jahres nach der Tätigung der Investitionen.

§ 2. Die in § 1, Absatz 2, 1° bis 3° erwähnten Investitionen stellen eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen dar, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik "Anlagevermögen" angeführt sein und einen Mindestbetrag von 25.000 Euro betragen müssen.

Der Betrag der in § 1, 4° bis 6° erwähnten Investitionen muss sich auf mindestens 12.500 Euro belaufen.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Investitionen enthalten nicht die folgenden Investitionen:

1° gebrauchte Ausrüstungen bzw. Mobiliar, es sei denn es gehört zu den in § 1, 5° erwähnten Investitionen;

2° überholte Ausrüstungen;

3° für Ausstellungen und Vorführungen benutzte Ausrüstungen oder benutztes Mobiliar;

4° Ersatzteile;

5° Investitionen, die zur Vermietung bestimmt sind;

6° Investitionen für Ersatzausrüstungen.

**Art. 4 - Der Betrieb, der die Anreize beansprucht, erfüllt die folgenden Bedingungen:**

1° mindestens 25% der Finanzierung des Investitionsprogramms müssen durch den Betrieb geleistet werden, dies ohne jegliche öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne von Artikel 87, § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft als Beihilfe gelten könnte;

2° kein Unternehmen in Schwierigkeiten sein:

a) für den Klein- oder Mittelbetrieb, im Sinne von Artikel 1, Punkt 7 der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung);

b) für den Großbetrieb, im Sinne der Nummern 9 bis 12 der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten.

Der Verantwortliche des Betriebs übermittelt der Verwaltung eine ehrenwörtliche Erklärung, aus der hervorgeht, dass der Betrieb die in Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Bedingungen einhält.

Der Betrieb kann gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird.

Unter Beachtung der in Absatz 1, 2° erwähnten Bestimmungen kann der Minister die Methodologie zur Prüfung der in Absatz 1, 2° erwähnten Bedingung durch die Verwaltung genauer bestimmen. Er kann ebenfalls die Definition des Unternehmens in Schwierigkeiten an die Entwicklung des Europäischen Rechts anpassen.



**Art. 5** - Der Gesamtbetrag der Prämie für alternative Transportarten, die dem Betrieb gewährt wird, der die in Artikel 3, Absatz 2, 1° bis 3° zulässigen Investitionen tätigt, und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug für diese Investitionen, beträgt höchstens 30% des Betrags der Investitionen, wenn es sich um einen Klein- oder Mittelbetrieb handelt, oder höchstens 20% des Betrags der Investitionen, wenn es sich um einen Großbetrieb handelt.

**Art. 6** - Der Betrag der Prämie für die technische Anpassung beläuft sich auf 30% des Betrags der in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 4° bis 6° erwähnten Investitionen und darf gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des Vertrags auf *de-minimis*-Beihilfen 200.000 Euro pro Betrieb über einen drei Steuerjahre langen Zeitraum nicht überschreiten.

**Art. 7** - Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen, deren Ausgaben in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 7° bestimmt werden, wird pro regelmäßigen kombinierten Flusstransportdienst ab dem ersten Tag des Semesters gewährt, im Laufe dessen die Akte zur Beantragung der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen eingereicht worden ist, und beläuft sich im Falle eines Klein- oder Mittelbetriebs auf höchstens 30% der Betriebskosten der Dienste, und im Falle eines Großbetriebs auf höchstens 20% der Betriebskosten der Dienste.

Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen wird wie folgt berechnet:

1° 12 Euro pro Container von 20 Fuß;

2° 18 Euro pro Container von 30 Fuß;

3° 24 Euro pro Container von 40 Fuß;

4° 27 Euro pro Container von 45 Fuß.

Die in Absatz 1 berücksichtigten Betriebskosten enthalten u.a. die vertraglichen Kosten für die Miete oder den Betrieb für eigene Rechnung eines oder mehrerer Leichter, die Schiffsabgaben, die Hafengebühren, die Kosten für den Güterumschlag, das Ganze im Rahmen des oder der durch den oder die regelmäßigen kombinierten Flusstransportdienste vorgesehenen Fahrpläne.

Bei dem Einsatz eines neuen regelmäßigen Flusstransportdienstes für Container kann die Prämie für den Flusstransport von Containern nicht für Container gewährt werden, deren Transport früher durch ein bestehendes Pendelschiff ab einem in der Wallonie liegenden Umschlagplatz getätigt wurde.

**Art. 8** - Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), *Amtsblatt der E.U.*, L 214/3 vom 9. August 2008 wird der Betrag der Prämie für die Beratungsdienste, deren Ausgaben in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 8° bestimmt werden, gemäß Artikel 9, § 1 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe festgesetzt.

Der Höchstbetrag des berücksichtigten Honorars beläuft sich auf 620 Euro pro Tag ohne MwSt. Die MwSt. und die eventuellen Fahrtkosten des Beraters gehen zu Lasten des Klein- oder Mittelbetriebs.

Der Klein- oder Mittelbetrieb wählt den Berater, den er heranziehen möchte, unter einer Liste von durch die kraft Art. 9, § 2 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe gebildete Kommission zugelassenen Beratern.

### KAPITEL III. — *Gewährungsverfahren*

#### *Abschnitt 1* — Die Prämie für alternative Transportarten und die Prämie für die technische Anpassung

**Art. 9** - Der Betrieb reicht innerhalb einer Frist von drei Monaten nach der ersten Rechnung bei der Verwaltung eine Akte zur Beantragung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung ein.

Innerhalb zehn Werktagen ab dem Eingang der Akte bestätigt die Verwaltung deren Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Datum der ersten Rechnung.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs vor der in Absatz 1 erwähnten Frist registrierte Rechnungen annehmen.

Der Minister bestimmt die Fälle, in denen die Verwaltung den Betrieb von der Verpflichtung befreien kann, die zum Prüfen der Akte zur Beantragung einer Prämie für alternative Transportarten oder einer Prämie für die technische Anpassung notwendigen Angaben zu übermitteln.

**Art. 10** - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Akte kann die Verwaltung dem Betrieb ein Schreiben zukommen lassen, in dem sie die fehlenden Informationen beantragt und dem Betrieb eine Frist von einem Monat einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.

Hat der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Auskünfte innerhalb des Monats nicht übermittelt, so wird ihm ein Einschreiben zugeschickt, in dem ihm erneut eine einmonatige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel mit, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird.

Wenn der Betrieb die in Artikel 4, 2° erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird. Dieser Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Kraft und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht.

Wenn der Betrieb innerhalb vierundzwanzig Monaten ab dem in Absatz 3 erwähnten Aufhebungsbeschluss keinen neuen Finanzausweis vorlegt, der den in Absatz 3 bestimmten Merkmalen entspricht, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Investitionsprämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung, den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird, zustellt.

**Art. 11** - Bevor jeglicher Beschluss zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung gefasst wird, kann der Minister oder der beauftragte Beamte auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm annehmen oder eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms genehmigen.

**Art. 12** - Die in Artikel 3, § 1, Absatz 2, 1° bis 6° erwähnten Investitionsprogramme werden innerhalb einer Frist von zwei Jahren durchgeführt, die ab dem Eingang der in Artikel 9 erwähnten Akte läuft.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Absatz 1 erwähnte Frist verlängern.

**Art. 13** - Binnen vier Monaten je nach Fall nach dem Empfang der in Artikel 9 erwähnten Akte, der in Artikel 10, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen oder der neuen Finanzlage im Sinne von Artikel 10, Absatz 3 fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird.

Dem Beschluss zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung wird gegebenenfalls eine Anlage beigelegt, die u.a. das Folgende enthält:

1° das Datum des Anfangs des Investitionsprogramms, das dem Datum der ersten Rechnung entspricht;

2° die Endfrist für die Durchführung des Investitionsprogramms;

3° die Bestimmungen in Bezug auf die Auszahlung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung;

4° im Falle der Prämie für alternative Transportarten entweder die zusätzliche oder neue Tonnage, die man auf den Wasserstraßen oder auf der Schiene erreichen wird, oder die Anzahl der zusätzlichen oder neuen Umschlagvorgänge zur Wasserstraße oder zur Schiene hin sowie der Zeitraum, während dessen diese Zahl aufrechterhalten wird.

**Art. 14** - Der Betrieb reicht spätestens drei Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung einen Antrag zur Auszahlung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung ein; dieser Antrag enthält den Nachweis der Durchführung und der Zahlung des gesamten Investitionsprogramms sowie der Einhaltung:

1° des Artikels 10 des Dekrets gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten;

2° der in Artikel 4, 1° festgelegten Regel;

3° der in Artikel 4, 2° erwähnten Bedingung während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung vorangeht;

Falls der Betrieb die in Absatz 1, 1° und 3° erwähnten Nachweise nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung des Restbetrags der Prämie alternative Transportarten oder der Prämie für die technischen Anpassung während zwölf Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicheres Datum verliehen wird, wobei sie ihm vorschreibt, die in Artikel 10 des Dekrets genannten gesetzlichen Bestimmungen und Regelungen sowie die in Absatz 1, 3° erwähnte Bedingung einzuhalten, nach mit der zuständigen Verwaltung vereinbarten Modalitäten und Fristen.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Fristen nicht den Beweis erbracht hat, dass er die gesetzlichen Bestimmungen und Regelungen im Sinne von Artikel 10 des Dekrets sowie die in Absatz 1, 3° erwähnte Bedingung eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird.

Die Verwaltung bekommt die Prämie für alternative Transportarten oder die Prämie für die technische Anpassung gemäß Artikel 18 zurückerstattet.

**Art. 15** - Vorbehaltlich ordnungsgemäß begründeten Fällen und mit Ausnahme des Kleinstbetriebs, dessen zugelassenes in Artikel 3, § 1, 1° bis 6° erwähntes Investitionsprogramm höchstens 500.000 Euro beträgt, verliert der Betrieb, der weniger als 80 % des Investitionsprogramms durchführt, die Bezugsberechtigung für die Prämie für alternative Transportarten oder die Prämie für die technische Anpassung. Vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 17 bekommt die Verwaltung die Prämie für alternative Transportarten oder die Prämie für die technische Anpassung gemäß Artikel 18 zurückerstattet.

**Art. 16** - Der Minister oder der beauftragte Beamte zieht den Beschluss zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung zurück, wenn die durch das Dekret bzw. kraft des Dekrets auferlegten Bedingungen nicht eingehalten werden sowie bei Nichtbeachtung der dem in Artikel 13 erwähnten Beschluss zur Gewährung beigelegten Verpflichtungen. Vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 17 bekommt die Verwaltung die Prämie für alternative Transportarten oder die Prämie für die technische Anpassung gemäß Artikel 18 zurückerstattet.

**Art. 17** - Gemäß Artikel 16, Absatz 1 des Dekrets kann der Minister oder der beauftragte Beamte den Beschluss zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung aufrechterhalten.

**Art. 18** - Bei einem Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung bekommt die Verwaltung diese gemäß Artikel 15 des Dekrets zurückerstattet.

Gemäß Artikel 16, Absatz 2 des Dekrets kann der Minister oder der beauftragte Beamte in den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Zurückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, die Beitreibung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung auf einen Betrag begrenzen, der dem Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das eine die Prämie für alternative Transportarten oder eine Prämie für die technische Anpassung gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Artikel 12 des Dekrets entspricht, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für alternative Transportarten oder der Prämie für die technische Anpassung geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

*Abschnitt 2. — Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen*

**Art. 19** - Der Betrieb, der eine Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen beantragt, reicht eine Akte zur Beantragung dieser Prämie, die einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren abdeckt, bei der Verwaltung ein.

Der Akte werden ein oder mehrere, genaue, während des ganzen Jahres in beiden Richtungen operative Fahrpläne beigefügt, in denen u.a. die Sicherung des Angebots und des Zugangs für alle möglichen Benutzer ohne Diskriminierung, die Einhaltung der festgelegten Zeitpläne und Frequenzen und das Vorlegen eines Finanzplans, der die mit der Ausübung der Aktivität verbundenen Kosten und die erhoffte Rentabilität darstellt, vorgesehen sind.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang der Akte innerhalb von 10 Werktagen nach deren Eingang. Ist die Akte nicht vollständig, so findet Artikel 10, Absatz 2 Anwendung.

Innerhalb von drei Monaten nach dem Eingang der Akte oder der in Artikel 10, Absatz 2 erwähnten fehlenden Angaben fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen und übermittelt ihn der Verwaltung zwecks der Zustellung an den Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel, durch welches der Mitteilung ein sicheres Datum verliehen wird.

**Art. 20** - Die Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen wird halbjährlich überwiesen, unter der Voraussetzung, dass vom Betrieb ein entsprechender Antrag eingereicht wird. Die Zahlung kann nur dann erfolgen, wenn der Betrieb die in Artikel 10 des Dekrets festgelegten Bedingungen einhält.

Mit Ausnahme der ersten Zahlung, die einem Vorschuss in Höhe eines Viertels der gewährten Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen entspricht, hängt jegliche halbjährliche Überweisung der besagten Prämie von der Kontrolle eines genauen Verzeichnisses der Container ab, die in einem in der Wallonischen Region befindlichen Containerterminal auf ein Pendelschiff geladen bzw. von einem Pendelschiff abgeladen wurden. Dieses Verzeichnis enthält alle Belege, die die Genauigkeit der angegebenen Zahlen beweisen, insbesondere die Frachtbriefe.

*Abschnitt 3 — Die Prämie für Beratungsdienste*

**Art. 21** - Der Klein- oder Mittelbetrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular.

Innerhalb zehn Werktagen bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und setzt das Datum für die Berücksichtigung des Antrags fest. Der Klein- oder Mittelbetrieb darf die Beratungsdienste erst nach dem Einreichen des Antrags in Anspruch nehmen.

Innerhalb von vier Monaten nach der Zustellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Prämie für Beratungsdienste, dem eine Vereinbarung zur Festlegung der Bestimmungen bezüglich der Durchführung einer Studie durch einen zugelassenen Berater beigefügt wird.

Die Verwaltung stellt dem Klein- oder Mittelbetrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird.

Die Studie hat zum Zweck, die Auswirkungen und die Zweckmäßigkeit eines Übergangs zum kombinierten Verkehr für die Gesamtheit oder einen Teil der vom Klein- oder Mittelbetrieb verursachten oder zu verursachenden Güterverkehrsflüsse sowie die finanziellen Folgen und die umweltbezogenen Anforderungen einzuschätzen.

Am Ende der Beratungsaktion übermittelt der Klein- oder Mittelbetrieb der Verwaltung einen Bericht mit den Empfehlungen des zugelassenen Beraters und den Aussichten im Hinblick auf deren Umsetzung.

Die Prämie für Beratungsdienste wird dem Klein- oder Mittelbetrieb ausgezahlt, nachdem der in Artikel 5 erwähnte Bericht und die Studie sowie die quittierten Rechnungen mit dem Detail der Leistungen des zugelassenen Beraters übermittelt worden sind.

Diese Prämie wird jedoch nicht ausgezahlt, wenn der Klein- oder Mittelbetrieb Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, die von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit dem gemeinsamen Markt vereinbar erklärt.

**Art. 22** - Gemäß Artikel 20 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe kann der Minister oder der beauftragte Beamte den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, den die Verwaltung dem Klein- oder Mittelbetrieb zugestellt hatte, zurückziehen. Diese treibt die Prämie für Beratungsdienste gemäß dem vorerwähnten Artikel 20 ein.

Gemäß Artikel 21 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe kann der Minister oder der beauftragte Beamte den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste in den in Artikel 21, Absatz 1 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe vorgesehenen Fällen aufrechterhalten.

Gemäß Artikel 22 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe kann der Minister auf die Beitreibung der gesamten Prämie für Beratungsdienste oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

*Abschnitt 4 — Die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug*

**Art. 23** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann dem Betrieb die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach Artikel 8 des Dekrets Großbetriebe oder Artikel 11 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe gewähren.

Der Betrieb beantragt die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach dem in Artikel 9 bis 11 erwähnten Verfahren.

Jeder Beschluss zur Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug wird der zuständigen Verwaltung zugestellt.

Der Minister setzt die Dauer der Freistellung gemäß Artikel 8, Absätze 2 und 3 des Dekrets Großbetriebe oder gemäß Artikel 11, Absätze 2 und 3 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe fest.

Falls die im Gewährungsbeschluss oder in seiner Anlage festgelegten Bedingungen nicht eingehalten werden, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Zurückziehung der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicheres Datum verliehen wird; sie stellt ihn ebenfalls der zuständigen Verwaltung zu.

Die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug wird gewährt unter der Bedingung, dass die Mindestbeträge der Investitionen im Sinne von Artikel 3, § 2 erreicht werden.

## Abschnitt 5. — Bürgschaft

**Art. 24** - Die Bürgschaft kann dem Betrieb gewährt werden in Übereinstimmung mit Artikel 9 des Dekrets Großbetriebe und dem Verfahren nach den Artikeln 23 bis 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe oder in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt: "SOWALFIN".

**Art. 25** - Folgende Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die Investitionen tätigen, die zur Förderung des Transports auf den Wasserstraßen führen;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung eines Zuschusses für die Entwicklung von regelmäßigen Containertransportdiensten über die schiffbaren Wasserstraßen der Wallonie;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Gewährung einer Prämie für die technische Anpassung der Wallonischen Binnenflotte;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. August 2005 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich des kombinierten Verkehrs in Ausführung von Artikel 5, § 1, 2°, a, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und von Artikel 5, § 1, 2°, a, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe;

**Art. 26** - Was die Prämie für alternative Transportarten betrifft, können während eines Zeitraums von drei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und in Abweichung von Artikel 9, Absatz 1 die vor der in diesem Absatz festgesetzten Frist ausgestellten Rechnungen im Rahmen des vorliegenden Erlasses berücksichtigt werden, wenn sie nach dem 30. September 2007 ausgestellt wurden.

**Art. 27** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam, mit Ausnahme von Art. 2, § 2, 4°, Art. 8, Art. 21 und Art. 22, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten werden.

Der vorliegende Erlass wird am 31. Dezember 2013 außer Kraft gesetzt.

**Art. 28** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. März 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1292

[2009/201570]

**12 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven**

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard ("de algemene groepsvrijstellingsverordening");

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering van en de garantiEVERLENING aan de kleine en middelgrote ondernemingen), afgekort: "SOWALFIN", inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 5, 15, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en bekrachtigd bij het decreet van 12 juli 2007, en op de artikelen 17 en 18;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, 9, § 1, eerste lid, 19, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en bekrachtigd bij het decreet van 12 juli 2007, en op de artikelen 21 tot 23;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikel 1, aangevuld bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 12 december 2008, op artikel 6, 1°, a, 2°, a, op artikel 7, tweede lid, op de artikelen 10, 12, 14, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en bekrachtigd bij het decreet van 12 juli 2007, en op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning van een premie aan de ondernemingen die investeringen verrichten voor de ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning van een subsidie voor de ontwikkeling van container-lijndiensten over de bevaarbare waterwegen in Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning van een premie voor de technische aanpassing van de Waalse binnenvaartvloot;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende het gecombineerd vervoer ter uitvoering van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Europese Commissie van 17 januari 2006 betreffende het bevorderen van de binnenvaart "Naiades" "Geïntegreerd Europees Actieplan voor de Binnenvaart";

Overwegende dat de Waalse Regering, wanneer ze de in artikel 4, 1° en 2°, bedoelde reglementaire voorwaarden op algemene wijze bepaalt, de doelstellingen nastreeft i.v.m. de gevolgen die de investeringsprogramma's op elk van de bestanddelen van de duurzame ontwikkeling hebben;

Dat de verplichting waarbij de ondernemingen voor een minimale financiering van de programma's moeten zorgen, m.b.t. de drie bestanddelen van de duurzame ontwikkeling immers verklaard kan worden door de wil om hen te responsabiliseren bij de tenuitvoerlegging van hun projecten en door de algemene beginselen i.v.m. de overheidssubsidies;

Dat de verplichting waarbij de ondernemingen financieel gezond moeten zijn m.b.t. de drie bestanddelen van de duurzame ontwikkeling immers ook verklaard kan worden door het feit dat de Waalse Regering doelstellingen nastreeft i.v.m. het hoger beginsel van de efficiënte aanwending van het overheidsgeld;

Overwegende dat de Waalse Regering, wanneer ze artikel 2 van dit besluit aanvult met de definitie van het gecombineerd vervoer zoals opgenomen in Richtlijn 92/106/EEG van de Raad van 7 december 1992 houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd vervoer van goederen tussen lidstaten, voldoet aan de door de Europese commissie geformuleerde voorwaarde voor de toekenning van het voordeel van de steunverlening aan het gecombineerd vervoer;

Dat de invoeging van die definitie immers inspeelt op het uitdrukkelijke verzoek van de Europese Commissie, die acht dat de definitie van het gecombineerd vervoer nauwkeurig moet overeenstemmen met de definitie van artikel 1 van genoemde Richtlijn 92/106/EEG van de Raad van 7 december 1992;

Overwegende dat de Europese commissie de steunregeling N 352/2008 heeft goedgekeurd op 26 november 2008; Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 maart en 16 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 45.841/2 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet grote ondernemingen" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

2° "decreet kleine of middelgrote ondernemingen" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen;

3° "decreet" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

4° "Minister" : de Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s;

5° "onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2, van het decreet;

6° "grote onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet;

7° "middelgrote onderneming" : de in artikel 1, § 1, van het decreet bedoelde onderneming met het tewerkstellingsbestand en de financiële drempels bedoeld in artikel 2.1. van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard ("de algemene groepsvrijstellingsverordening"), met uitsluiting van de kleine onderneming bedoeld in punt 8°;

8° "kleine onderneming" : de in artikel 1, § 1, van het decreet bedoelde onderneming met het tewerkstellingsbestand en de financiële drempels bedoeld in artikel 2.2. van bijlage I bij genoemde Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008, waarvan de zeer kleine onderneming, die nader omschreven is in artikel 2.3 van dezelfde bijlage, deel uitmaakt;

9° "administratie" : het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

#### HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied*

**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig artikel 2 van het decreet kan de Minister incentives toekennen aan de onderneming voor de verwezenlijking van een investeringsprogramma in het raam van een beleid inzake milieubescherming en duurzaam energiegebruik via de ontwikkeling van het vervoer van goederen over de bevaarbare waterwegen en de spoorwegen, inclusief het gecombineerd vervoer, zoals bepaald bij artikel 3, § 1, tweede lid, 1° tot 6°, of voor de tenuitvoerlegging van de acties bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 7° en 8°.

§ 2. Het gaat om de volgende incentives :

1° de investeringspremie voor de ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen en de spoorwegen, inclusief het gecombineerd vervoer, wat betreft de investeringen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 1° tot 3°, hierna "premie voor alternatieve vervoerswijze" genoemd;

2° de investeringspremie voor de technische aanpassing van de Waalse binnenvaartvloot, wat betreft de investeringen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 4° tot 6°, hierna "premie voor de technische aanpassing" genoemd;

3° de premie voor de geregelde diensten voor het vervoer van containers over de bevaarbare waterwegen, wat betreft de exploitatiekosten bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 7°, hierna "premie voor het vervoer van containers over de waterwegen" genoemd;

4° wat de kleine of middelgrote onderneming betreft, de premie voor het voeren van studies bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 8°, hierna "premie voor de adviesdiensten" genoemd;

5° de vrijstelling van de onroerende voorheffing bedoeld in artikel 23, hierna "vrijstelling van de onroerende voorheffing" genoemd;

6° de in artikel 24 bedoelde garantie van het Gewest, hierna "garantie" genoemd.

§ 3. De onderneming mag het voordeel van de in § 2 bedoelde incentives, die betrekking hebben op investeringen of uitgaven zoals bedoeld in artikel 3, niet cumuleren met andere steun verkregen krachtens andere geldende wetgevingen of regelgevingen, m.i.v. de steun van de Europese structurele fondsen.

**Art. 3.** § 1. Beschouwd worden als investeringsprogramma's voor de tenuitvoerlegging van een beleid tot ontwikkeling van het vervoer van goederen over de bevaarbare waterwegen en de spoorwegen, inclusief het gecombineerd vervoer in de zin van artikel 5, § 2, van het decreet grote ondernemingen en van het decreet kleine of

middelgrote ondernemingen, de investeringen of uitgaven i.v.m. goederenvervoer tussen de lidstaten waarvoor de vrachtwagen, de oplegger, de semi-oplegger, al dan niet met trekker, de mobiele bak of de container van 20 voet en meer gebruik maakt van de weg voor het begin- of eindgedeelte van het traject en van de spoorweg of van een bevaarbare waterweg of een maritieme weg wanneer het traject langer is dan 100 kilometer in vogelvlucht, en het begin- en eindgedeelte van het wegtraject aflegt :

1° hetzij tussen het punt waar de goederen geladen worden en het dichtsbij liggende geschikte spoorwegstation waar de goederen ingeladen worden, wat het begingedeelte van het traject betreft, en het geschikte spoorwegstation waar de goederen gelost worden, wat het eindgedeelte van het traject betreft;

2° hetzij binnen een straal van hoogstens 150 kilometer in vogelvlucht vanaf de fluviale of maritieme laad- of loshaven.

Die investeringen en uitgaven bedoeld in artikel 1 betreffen :

1° de aankoop van de terreinen die nodig zijn voor de overslag en het verkeer van de voertuigen in rechtstreeks verband met die activiteit;

2° de inrichtingen van infrastructuur en installaties die nodig zijn voor de intermodale overslag of voor de overslag van bulk;

3° de overslaguitrustingen en de intermodale laad- en lossystemen of de systemen voor het laden en lossen van bulk die speciaal gebouwd zijn voor het vervoer van goederen over de bevaarbare waterwegen en de spoorwegen, m.i.v. het gecombineerd vervoer, met uitzondering van de vrachtwagens;

4° de technische aanpassing van de Waalse binnenvloot of de aankoop van nieuw materiaal met het oog op haar modernisering, bijkomende kosten inbegrepen;

5° de aankoop van een tweedehands binnenvaartschip in het raam van een eerste installatie zoals omschreven in artikel 10, § 3, van het besluit van 6 mei 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen, uitgerust of uit te rusten binnen zes maanden na de aankoop van een stuwmotor die voldoet aan de vervuilingnormen van kracht voor de Rijnvaart, zoals bepaald door de Centrale Rijnvaartcommissie;

6° de aankoop van nieuwe computer- of telecommunicatiehardware en -software om de Waalse binnenvaartvloot uit te rusten;

7° de exploitatiekosten van geregelde diensten voor het vervoer van lege of volle containers over de bevaarbare waterwegen, vanaf een in Wallonië gelegen terminal die met de waterweg verbonden is;

8° het voeren van haalbaarheidsstudies betreffende de commerciële, organisationele en financiële aspecten van de overstap naar het gecombineerd vervoer.

Voor de investeringen en uitgaven bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, verbindt de onderneming zich ertoe een nieuw of een bijkomend trafiek t.o.v. het bestaande trafiek tot stand te brengen of in stand te houden gedurende vier jaar na afloop van het jaar dat volgt op de verrichting van de investeringen.

§ 2. De investeringen bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 3°, vormen een geheel van verrichtingen en uitgaven die noodzakelijkerwijs vermeld moeten worden bij de activa van de balans in de rubriek "vastgelegd" en minimum 25.000 euro bedragen.

De investeringen bedoeld in § 1, 4° tot 6°, bedragen minimum 12.500 euro.

De investeringen bedoeld in het eerste en in het tweede lid slaan niet op :

1° het tweedehands materieel of meubilair, behalve als het deel uitmaakt van investeringen bedoeld in § 1, 5°;

2° het hergeconditioneerde materieel;

3° het tentoonstellings- en demonstratiematerieel of -meubilair;

4° de vervangonderdelen;

5° de investeringen bestemd voor verhuur;

6° de investeringen in vervangend materieel.

**Art. 4.** De onderneming die verzoekt om het voordeel van de incentives vervult de volgende voorwaarden :

1° zorgen voor minimum 25 % van de financiering van investeringsprogramma zonder het voorwerp uit te maken van een publieke tegemoetkoming die beschouwd kan worden als steun in de zin van artikel 87, § 1, van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

2° niet een onderneming in moeilijkheden zijn :

a) wat de kleine of middelgrote onderneming betreft, in de zin van artikel 1, punt 7, van Verordening (CE) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard ("de algemene groepsvrijstellingsverordening");

b) wat de grote onderneming betreft, in de zin van de punten 9 tot 12 van de gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende Staatssteun voor de redding en herstructurering van ondernemingen in moeilijkheden.

De verantwoordelijke van de onderneming bezorgt de administratie een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de onderneming voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°.

De administratie kan de onderneming desgevallend verzoeken om de overlegging van de nodige stukken en bewijzen wanneer het dossier op grond van de regelgeving in aanmerking mag komen.

De methode aan de hand waarvan de administratie nagaat of de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2°, vervuld is, kan nader bepaald worden door de Minister, met inachtneming van de bepalingen bedoeld in het eerste lid, 2°. De Minister kan ook de definitie "onderneming in moeilijkheden" aan de evolutie van het Europees recht aanpassen.

**Art. 5.** Het globale bedrag van de premie voor de alternatieve vervoerswijze toegekend aan de onderneming die de in artikel 3, tweede lid, 1° tot 3°, bedoelde toegelaten investeringen verricht en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing betreffende die investeringen is gelijk aan maximum 30 % van het bedrag van de investeringen wanneer het om een kleine of middelgrote onderneming gaat, en aan maximum 20 % van het bedrag van de investeringen wanneer het om een grote onderneming gaat.

**Art. 6.** Het bedrag van de premie voor de technische aanpassing is gelijk aan 30 % van het bedrag van de investeringen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 4° tot 6°, en mag, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimissteun, niet hoger zijn dan 200.000 euro over een periode van drie boekjaren.

**Art. 7.** De premie voor het riviercontainervervoer, waarvan de uitgaven vastliggen in artikel 3, § 1, tweede lid 2, 7°, wordt per geregelde dienst inzake fluviaal gecombineerd vervoer toegekend vanaf de eerste dag van het semester in de loop waarvan het aanvraagdossier inzake premieverlening aan het fluviaal containervervoer is ingediend en bedraagt maximum 30 % van de exploitatiekosten van de diensten als het gaat om een kleine of middelgrote onderneming of maximum 20 % van de exploitatiekosten van de diensten als het gaat om een grote onderneming.

De premie voor het fluviale containervervoer wordt berekend als volgt :

1° 12 euro per container van 20 voet;

2° 18 euro per container van 30 voet;

3° 24 euro per container van 40 voet;

4° 27 euro per container van 45 voet.

De exploitatiekosten van de diensten bedoeld in het eerste lid omvatten o.a. de contractuele kosten voor de verhuur of de exploitatie voor eigen rekening van één of meer lichters, de scheepvaartrechten, de havenrechten, de overslagrechten, het geheel in het raam van het scheepvaartschema (de scheepvaartschema's) voorzien door de geregelde dienst(en) voor fluviaal gecombineerd vervoer.

In geval van totstandbrenging van een nieuwe geregelde dienst voor fluviaal containervervoer kan de premie voor fluviaal containervervoer niet toegekend worden voor containers die voorheen via een bestaande fluviale containerpendeldienst vervoerd werden vanaf een terminal in Wallonië.

**Art. 8.** Overeenkomstig Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steunen op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard ("de algemene ergroepsvrijstellingsverordening") *PbEU*, L 214/3 van 9 augustus 2008, wordt het bedrag van de premie voor adviesdiensten, waarvan de uitgaven in artikel 3, § 1, tweede lid, 8°, vastliggen, overeenkomstig artikel 9, § 1, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen vastgelegd.

De in aanmerking genomen honoraria bedragen maximum 620 euro per dag, excl. belasting op de toegevoegde waarde. De belasting op de toegevoegde waarde en de eventuele verplaatsingskosten van de adviseur zijn voor rekening van de kleine of middelgrote onderneming.

De kleine of middelgrote onderneming kiest de adviseur waarop ze een beroep wenst te doen uit een lijst van de adviseurs die erkend zijn door de Commissie ingesteld krachtens artikel 9, § 2, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

### HOOFDSTUK 3. — *Toekenningsprocedure*

#### *Afdeling 1. — Premie voor de alternatieve vervoerswijze en premie voor de technische aanpassing*

**Art. 9.** De onderneming bezorgt de administratie binnen drie maanden, met ingang van de datum van de eerste factuur, een dossier betreffende de aanvraag van de premie voor alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing.

De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien werkdagen na ontvangst ervan en legt de datum vast waarop het investeringsprogramma dat met de datum van de eerste factuur overeenstemt in aanmerking genomen wordt.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar kan op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de onderneming de facturen aannemen die geregistreerd werden voor de vervaldatum bedoeld in het eerste lid.

De Minister bepaalt de gevallen waarin de administratie de onderneming kan vrijstellen van de overlegging van de gegevens die nodig zijn voor het onderzoek van het aanvraagdossier betreffende de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing.

**Art. 10.** De administratie kan de onderneming binnen drie maanden, met ingang van de datum van ontvangst van het dossier, verzoeken om de overmaking van de ontbrekende gegevens. De onderneming beschikt over een termijn van één maand om haar dossier aan te vullen.

Indien de onderneming de door de administratie gevraagde gegevens niet binnen een maand overmaakt, wordt haar een aangetekend schrijven toegestuurd om haar een nieuwe termijn van een maand toe te staan. Na afloop van die termijn neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing geweigerd wordt. De administratie geeft de onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

Indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 2°, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de aanvraag van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing opgeschort wordt. De administratie geeft de onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent. Die beslissing gaat in op de datum waarop de onderneming er kennis van neemt en eindigt op de datum waarop de administratie kennis neemt van een nieuwe financiële toestand betreffende één van de twee volgende boekjaren.

Indien de onderneming binnen een termijn van vierentwintig maanden, met ingang van de datum van de beslissing tot opschorting bedoeld in het derde lid, niet kennis geeft van een nieuwe financiële toestand die voldoet aan de kenmerken omschreven in het derde lid, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing geweigerd wordt. De administratie geeft de onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

**Art. 11.** Voor elke beslissing tot toekenning van een premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing en op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de onderneming kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar instemmen met investeringen die het investeringsprogramma aanvullen of met een wijziging van het aangenomen investeringsprogramma.

**Art. 12.** De investeringsprogramma's bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 1° tot 6°, worden uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar, met ingang van de datum van ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 9.

De termijn bedoeld in het eerste lid kan door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar verlengd worden op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de onderneming.

**Art. 13.** Binnen vier maanden na ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 9, van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 10, tweede lid, of na de mededeling van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 10, derde lid, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing toegekend of geweigerd wordt, al naar gelang van het geval. De administratie geeft de onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

De beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing gaat desgevallend vergezeld van een bijlage waarin o.a. de volgende gegevens voorkomen :

1° de begindatum van het investeringsprogramma die met de datum van de eerste factuur overeenstemt;

2° de datum waarop het investeringsprogramma uitgevoerd moet worden;

3° de bepalingen betreffende de betaling van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing;

4° in het geval van de premie voor de alternatieve vervoerswijze, hetzij de bijkomende of nieuwe tonnenmaat vervoerd over de bevaarbare waterwegen of de spoorwegen, hetzij het aantal overslagen van bijkomende of nieuwe intermodale eenheden naar de water- of spoorweg, alsook de duur van de instandhouding ervan.

**Art. 14.** De onderneming dient uiterlijk binnen drie maanden, met ingang van de datum van ontvangst van de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing, een aanvraag tot betaling van die premie in, samen met het bewijs van de uitvoering en de betaling van het gezamenlijke investeringsprogramma en van de naleving van :

1° artikel 10 van het decreet volgens de modaliteiten bepaald door de Minister;

2° de regel bedoeld in artikel 4, 1°;

3° de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 2°, tijdens het afgesloten boekjaar voorafgaand aan de aanvraag tot betaling van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing.

Indien de onderneming de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde bewijzen niet levert, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de betaling van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing opgeschort wordt gedurende twaalf maanden, met ingang van de datum van de aanvraag tot betaling. De administratie geeft de onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent en gelast haar te voldoen aan de wetgevingen en regelgevingen bedoeld in artikel 10 van het decreet, alsook aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, met inachtneming van de modaliteiten en de termijnen overeengekomen met de bevoegde administratie.

Indien de onderneming na afloop van die termijnen niet het bewijs geleverd heeft dat ze voldoet aan de wetgevingen en regelgevingen bedoeld in artikel 10, alsook aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, gaat de Minister of de afgevaardigde ambtenaar over tot de intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing. De intrekking wordt door de administratie aan de onderneming meegedeeld bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

De administratie vordert de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing overeenkomstig artikel 18 in.

**Art. 15.** Behoudens behoorlijk gemotiveerd geval en met uitzondering van de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 6°, 500.000 euro of minder bedraagt, verliest de onderneming die minder dan 80 % van het investeringsprogramma uitvoert het voordeel van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing. De administratie vordert de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing overeenkomstig artikel 18 in, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 17.

**Art. 16.** De Minister of de afgevaardigde ambtenaar gaat over tot de intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing in geval van niet naleving van de bij of krachtens het decreet afgekondigde voorwaarden of in geval van niet nakoming van de verbintenissen gevoegd bij de beslissing tot toekenning bedoeld in artikel 13. De administratie vordert de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing overeenkomstig artikel 18 in, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 17.



**Art. 17.** Overeenkomstig artikel 16, eerste lid, van het decreet, kan de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar behouden worden.

**Art. 18.** In geval van intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of voor de technische aanpassing, vordert de administratie de premies overeenkomstig artikel 15 van het decreet in.

Overeenkomstig artikel 16, tweede lid, van het decreet, kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar, wanneer de feiten die aanleiding tot de invordering geven niet te wijten zijn aan een fout of een vrijwillige handeling van de onderneming of van haar aandeelhouders, de invordering van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of de technische aanpassing beperken ten belope van de verhouding tussen het aantal jaren reël gebruik van het goed dat het voorwerp van een dergelijke premie heeft uitgemaakt en het aantal jaren bepaald bij artikel 12 van het decreet, evenwel zonder dat minder dan twee jaren verlopen zijn tussen het einde van de uitvoering van het investeringsprogramma en de dag van het voorval dat de intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor de alternatieve vervoerswijze of de technische aanpassing rechtvaardigt.

#### *Afdeling 2. — Premie voor het fluviale containervervoer*

**Art. 19.** De onderneming die verzoekt om het voordeel van de premie voor het fluviale containervervoer richt aan de administratie een premieaanvraagdossier voor een periode van maximum twee jaar.

Het dossier gaat vergezeld van één of meer nauwkeurige scheepvaartschema's die het hele jaar in beide scheepvaartsrichtingen operationeel zijn en zorgen o.a. voor het aanbod aan en de toegang voor alle mogelijke gebruikers, zonder discriminatie, met inachtneming van de vastgelegde dienstregelingen en frequenties. Het bevat een financieel plan met de kosten i.v.m. de uitoefening van de activiteit en de verwachte rendabiliteit.

De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien werkdagen na ontvangst ervan. Indien het dossier niet volledig is, is artikel 10, tweede lid, van toepassing.

Binnen drie maanden na ontvangst van het dossier of van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 10, tweede lid, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de premie voor de alternatieve vervoerswijze of de technische aanpassing toegekend of geweigerd wordt. Hij maakt de beslissing over aan de administratie, die ze aan de onderneming mededeelt bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

**Art. 20.** De premie voor het fluviale containervervoer wordt om de zes maanden op verzoek van de onderneming gestort, voor zover ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 10 van het decreet.

Met uitzondering van de eerste storting, die overeenstemt met een voorschot van een vierde van het bedrag van de toegekende premie voor het fluviale containervervoer, is elke zesmaandelijke storting van genoemde premie onderworpen aan een controle van een uitvoerige lijst van de containers van een rivierpendeldienst die ter hoogte van een in Wallonië gelegen containerterminal geladen of gelost werden. Die lijst bevat alle bewijsstukken waaruit blijkt dat de vooropgestelde cijfers exact zijn, o.a. de cognossemensformulieren.

#### *Afdeling 3. — Premie voor de adviesdiensten*

**Art. 21.** De kleine of middelgrote onderneming dient bij de administratie een aanvraag inzake premie voor adviesdiensten in aan de hand van een typeformulier dat daar verkrijgbaar is.

De administratie bericht ontvangst binnen tien werkdagen en bepaalt de datum waarop de aanvraag in aanmerking genomen wordt. De kleine of middelgrote onderneming kan pas na de indiening van de aanvraag een beroep doen op de adviesdiensten.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar neemt binnen vier maanden na kennisgeving van het bericht van ontvangst een beslissing tot toekenning of weigering van de premie voor adviesdiensten, die vergezeld gaat van een overeenkomst die voorziet in de voorwaarden waaronder een onderzoek door een erkende adviseur voeren kan worden.

De administratie geeft de kleine of middelgrote onderneming kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

Het onderzoek beoogt de opsporing van de gevolgen en van de opportuniteit van een overstap naar het gecombineerd vervoer van het geheel of van een deel van de vrachstromen die de kleine of middelgrote onderneming genereert of zal genereren, alsook de financiële weerslagen en de evaluatie van de inzetten inzake leefmilieu.

Na afloop van de adviesactie bezorgt de kleine of middelgrote onderneming de administratie een rapport met de aanbevelingen van de erkende adviseur, alsook de vooruitzichten inzake de tenuitvoerlegging ervan.

De premie voor adviesdiensten wordt aan de kleine of middelgrote onderneming gestort na overlegging van het dossier en van het rapport bedoeld in het vijfde lid, alsook van de betaalde facturen waarop de door de erkende adviseur verrichte prestaties uitvoerig vermeld staan.

Die premie wordt echter niet betaald indien de kleine of middelgrote onderneming het voorwerp is van een bevel tot terugvordering ingevolge een beslissing van de Europese Commissie waarbij de steun die ze ontvangen heeft onwettelijk en onverenigbaar met de gemeenschappelijke markt wordt verklaard.

**Art. 22.** De Minister of de afgevaardigde ambtenaar kan, overeenkomstig artikel 20 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen, overgaan tot de intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor de adviesdiensten, die door de administratie aan de kleine of middelgrote onderneming wordt meegedeeld. De administratie vordert de premie voor de adviesdiensten overeenkomstig genoemd artikel 20 in.

Overeenkomstig artikel 21 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen kan de beslissing tot toekenning van de premie voor de adviesdiensten door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar behouden worden in de gevallen bepaald bij artikel 21, eerste lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

Overeenkomstig artikel 22 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen kan de Minister afzien van de gehele of gedeeltelijke invordering van de premie voor de adviesdiensten wanneer de desbetreffende prijs mogelijk hoger is dan het in te vorderen bedrag.

*Afdeling 4. — Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

**Art. 23.** De vrijstelling van de onroerende voorheffing bedoeld in artikel 8 van het decreet grote ondernemingen of in artikel 11 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen kan door de Minister of de afgevaardigde ambtenaar aan de onderneming verleend worden.

De onderneming verzoekt om het voordeel van de vrijstelling van de onroerende voorheffing volgens de procedure bedoeld in de artikelen 9 tot 11.

Elke beslissing tot vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt aan de bevoegde administratie meegedeeld.

De duur van de vrijstelling wordt door de Minister vastgelegd overeenkomstig artikel 8, tweede en derde lid, van het decreet grote ondernemingen of in artikel 11, tweede en derde lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

Indien niet voldaan wordt aan de voorwaarden die vastliggen in de beslissing tot toekenning en de desbetreffende bijlage, neemt de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een beslissing waarbij de vrijstelling van de onroerende voorheffing ingetrokken wordt. De administratie geeft de onderneming en de bevoegde administratie kennis van die beslissing bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

De vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt toegekend voor zover de minimale investeringsbedragen bedoeld in artikel 3, § 2, bereikt zijn.

*Afdeling 5. — Garantie*

**Art. 24.** De garantie kan aan de onderneming verleend worden overeenkomstig artikel 9 van het decreet grote ondernemingen en volgens de procedure bedoeld in de artikelen 23 tot 29 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen of overeenkomstig het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", afgekort : "SOWALFIN".

**Art. 25.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning van een premie aan de ondernemingen die investeringen verrichten voor de ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning van een subsidie voor de ontwikkeling van container-lijndiensten over de bevaarbare waterwegen in Wallonië;

3° het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot toekenning een premie voor de technische aanpassing van de Waalse binnenvaartvloot;

4° het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende het gecombineerd vervoer ter uitvoering van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 26.** Wat betreft de premie voor de alternatieve vervoerswijze mogen de facturen die voorafgaan aan de termijn bedoeld in dit lid gedurende drie jaar, met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, en in afwijking van artikel 9 in aanmerking genomen worden in het raam van dit besluit voor zover ze na 30 september 2007 gedateerd zijn.

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008, met uitzondering van de artikelen 2, § 2, 4°, 8, 21 en 22, die in werking treden de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2013.

**Art. 28.** De Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 1293

[2009/201569]

**19 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux activités de location ou de mise à disposition de kayaks et de canoës**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 44.333/4 du Conseil d'Etat donné le 27 mai 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales et sectorielles s'appliquent aux activités de location ou de mise à disposition de kayaks et de canoës visées à la rubrique 92.61.14 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.